



MICHEL THIERRY ATANGANA ABEGA

17 ans de détention arbitraire

24 Février 2014

Un rescapé à l'honneur

Élevé à la Dignité de Citoyen d'Honneur
de Saint-Pol-de-Leon (Finistère)

Le 29 juin 2019



Nations Unies

Assemblée générale

Distr. générale 4 avril 2014

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa soixante-huitième session, 13-22 novembre 2013

No 38/2013 (Cameroun)

Communication adressée au Gouvernement le 12 août 2013

Concernant: Michel Thierry Atangana Abega

Le Gouvernement n'a pas répondu.

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Michel Thierry Atangana Abega, de nationalité camerounaise et française, est né le 14 juin 1964 à Yaoundé (Cameroun). Il est administrateur financier. Le 8 juillet 1994, M. Atangana a été nommé à la tête du Comité de pilotage et de suivi des axes routiers par le Président de la République, Paul Biya.

4. Le 20 avril 1997, Titus Edzoa, proche de M. Atangana, s'est déclaré candidat à l'élection présidentielle de la même année.

5. Le 12 mai 1997, M. Atangana a été interpellé, sans mandat d'arrêt, par des éléments des forces spéciales du Groupement spécial d'opération puis détenu par la police judiciaire à Yaoundé.

6. M. Atangana est détenu depuis le jour de son arrestation. D'après la source, les conditions de détention de M. Atangana, qui est confiné, depuis le premier jour, dans une cave du Secrétariat d'État à la défense, en isolement total, sans accès aux soins et sans communication avec le monde extérieur et en particulier avec sa famille, mettent gravement en danger sa santé physique et mentale.





United Nations

General Assembly

Distr. General April 4, 2014

Human Rights Council Working Group on Arbitrary Detention

**Opinions adopted by the Working Group on Arbitrary Detention
at its sixty-eighth session, 13-22 November 2013**

No 38/2013 (Cameroon)

Communication addressed to the Government on 12 August 2013

Concerning: Michel Thierry Atangana Abega

The Government has not replied

The State is a party to the International Covenant on Civil and Political Rights.

Submissions

Communication from the source

3. Michel Thierry Atangana Abega, a national of Cameroon and France, was born on 14 June 1964 in Yaoundé, Cameroon. He is a financial officer. On 8 July 1994, Mr. Atangana was appointed head of a steering committee to oversee major road projects by the President of Cameroon, Mr. Paul Biya.

4. On 20 April 1997, Titus Edzoa, who is close to Mr. Atangana, announced his intention to stand for President at the 1997 elections.

5. On 12 May 1997, Mr. Atangana was taken in for questioning without a warrant by special force units of the special operations task force and then detained by the criminal investigation department in Yaoundé.

6. Mr. Atangana has been held in detention since the day of his arrest. According to the source, the conditions of detention of Mr. Atangana seriously endanger his physical and mental health: he was placed from day one in total solitary confinement in a basement cell of the Secretariat of State for Defence without access to health care or communication with the outside world, in particular his family.





Nations Unies

Assemblée générale

Distr. générale 4 avril 2014

7. La source affirme que les autorités gouvernementales reprochent à M. Atangana d'avoir soutenu un opposant au Gouvernement lors de l'élection de 1997.

15. La source constate que M. Atangana a été détenu, condamné puis emprisonné, en violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. D'après la source, l'inobservation des normes internationales relatives au droit à un procès équitable est d'une telle gravité qu'elle confère à la privation de liberté de M. Atangana un caractère arbitraire.

16. La source observe que M. Atangana est un prisonnier politique.

Réponse du Gouvernement

17. Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication dans le délai de 60 jours ni sollicité de prorogation de ce délai. En l'absence de réponse du Gouvernement et conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail est en mesure de rendre un avis sur la seule base des informations communiquées par la source.

Discussion

18. D'après les renseignements communiqués au Groupe de travail, M. Atangana a été arrêté le 12 mai 1997 sans mandat d'arrêt des autorités compétentes et privé de liberté depuis lors, c'est-à-dire pendant 16 ans, pour avoir soutenu un candidat opposé au Président Paul Biya, à la tête du pays depuis 1982, dans le cadre des élections présidentielles de 1997.

M. Atangana a été jugé et condamné à 15 ans de privation de liberté pour détournement, tentative de détournement de deniers publics et trafic d'influence en coaction. La cour d'appel comme la Cour de cassation ont confirmé cette condamnation.

19. M. Atangana est incarcéré dans des conditions inhumaines, sans ventilation adéquate, et ne peut communiquer ni avec le monde extérieur ni avec sa famille.





United Nations

General Assembly

Distr. General April 4, 2014

7. The source asserts that government authorities are holding Mr. Atangana's support for an opposition figure during the 1997 elections against him.

15. The source states that Mr. Atangana's detention, conviction and imprisonment were in violation of the Universal Declaration of Human Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights. According to the source, the non-observance of the international norms relating to the right to a fair trial is of such gravity as to give the deprivation of liberty of Mr. Atangana an arbitrary character.

16. The source maintains that Mr. Atangana is a political prisoner.

Response from the Government

17. The Government has neither replied to the communication within 60 days nor asked for an extension of the deadline. In the absence of a response from the Government and in accordance with its working methods, the Working Group is able to render an opinion only on the basis of the information provided by the source.

Discussion

18. According to information provided to the Working Group, Mr. Atangana was arrested on 12 May 1997 without a warrant from the competent authorities and has been deprived of his liberty ever since, i.e. for the past 16 years for supporting a candidate who stood against Paul Biya, President since 1982, in the 1997 presidential elections.

Mr. Atangana was tried and sentenced to 15 years' deprivation of liberty for embezzlement, attempted embezzlement of public funds and complicity in influence peddling. The sentence was upheld on appeal to both the Court of Appeal and a higher, cassational court.

19. Mr. Atangana is imprisoned in inhuman conditions, without adequate ventilation and unable to communicate with the outside world or his family.





Nations Unies

Assemblée générale

Distr. générale 4 avril 2014

21. En plus d'avoir purgé la peine prononcée en 1997, M. Atangana a été condamné une deuxième fois pour les mêmes faits. La nouvelle peine était de 20 ans de privation de liberté, à laquelle s'est ajoutée une autre condamnation à cinq ans d'emprisonnement pour dettes impayées. Un an après, le pourvoi en cassation contre cette décision arbitraire n'avait toujours pas abouti.

22. Aucun des faits relatés n'a été démenti par le Gouvernement.

24. Le Groupe de travail a été informé que la date de l'audience n'avait été communiquée que tardivement aux avocats de la défense, ce qui les avait empêchés d'exercer les droits de la défense en bonne et due forme. Les avocats ont estimé qu'ils ne devaient pas participer à l'audience pour manque de garanties. De plus, l'audience s'est déroulée sans la présence des avocats et à un horaire inhabituel puisque le ministère public a finalisé ses allégations à 4 heures le lendemain matin, soit bien après 17 heures.

25. Selon le Groupe de travail, M. Atangana a été jugé et condamné pour avoir exercé son droit à la liberté d'opinion et d'expression et son droit de participer au gouvernement de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, droits prévus aux articles 19 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 19 et 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Par conséquent, la privation de liberté de M. Atangana depuis le

3 juillet 1997 est arbitraire et relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

26. L'absence de mandat d'arrêt et le maintien en garde à vue de M. Atangana pendant 52 jours avant qu'il soit présenté devant une autorité judiciaire sont des faits constitutifs d'une détention arbitraire selon la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

27. Pour le Groupe de travail, il en ressort très clairement que toutes les instances judiciaires intervenues dans la très longue privation de liberté de M. Atangana ont manqué d'impartialité, comme l'attestent de nombreux éléments: les condamnations prononcées sans que M. Atangana ne puisse bénéficier de la défense de ses avocats, la noncommunication des dates des audiences, ce qui aurait laissé aux avocats le temps nécessaire pour se préparer et le défendre d'une manière appropriée;





United Nations

General Assembly

Distr. General April 4, 2014

21. In addition to serving the sentence imposed in 1997, Mr. Atangana was convicted a second time for the same acts. He was given a new sentence of 20 years' deprivation of liberty and a further 5 years' imprisonment for failure to pay his debts. One year later, the application for judicial review of this arbitrary decision had yet to be granted.

22. None of the facts reported have been refuted by the Government.

24. The Working Group was informed that the defence lawyers had been given late notice of the hearing date, preventing them from exercising procedural rights in due form. The lawyers considered that they should not take part in the hearing because of the lack of procedural safeguards. In addition, the hearing took place in the lawyers' absence at unusual hours, with the presentation of the public prosecution's case going long past 5 p.m., until 4 a.m. the following day.

25. According to the Working Group, Mr. Atangana was tried and convicted for exercising his right to freedom of opinion and expression and his right to participate in the government of his country, directly or through freely chosen representatives, which are rights enshrined in articles 19 and 21 of the Universal Declaration of Human Rights and articles 19 and 25 of the International Covenant on Civil and Political Rights. Therefore, his deprivation of liberty since 3 July 1997 is arbitrary and falls under category II of the categories applicable to the consideration of cases submitted to the Working Group.

26. The lack of an arrest warrant and Mr. Atangana's detention in police custody for 52 days before being brought before the judicial authorities constitute arbitrary detention under category III of the categories applicable to the consideration of cases submitted to the Working Group.

27. In the opinion of the Working Group, it is clear that none of the judicial bodies involved in Mr. Atangana's very long period of deprivation of liberty were impartial, as is evidenced by a great many facts: Mr. Atangana was convicted without the benefit of the services of his defence lawyers; his lawyers were not notified of the hearing dates, which reportedly did not leave them the time necessary to prepare and argue an adequate case for the defence;





Nations Unies

Assemblée générale

Distr. générale 4 avril 2014

le mépris du droit de M. Atangana à être jugé en liberté, sous prétexte de garantir sa comparution et de s'assurer qu'il purge sa peine; à être jugé sans délai; à profiter de la présomption d'innocence.

28. Cette personne a été sanctionnée pénalement pour des dettes d'argent. Le principe fondamental non bis in idem a été transgressé, puisqu'il a été jugé deux fois pour les mêmes faits. Les procès se sont étendus sur plusieurs années. Tout cela en violation de ce qui est écrit dans les articles 7, 8, 9, 10 et 11, paragraphe 1, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les articles 9, paragraphes 1 à 4, les articles 10, 11, 14, paragraphes 1 et 2 et paragraphe 3, alinéas a à e, et l'article 14, paragraphe 7, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

29. Tous ces faits, depuis le 3 juillet 1997, constituent de très graves violations des normes relatives au droit à un procès équitable et, par conséquent, relèvent de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Avis et recommandations

30. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant: La privation de liberté de Michel Thierry Atangana Abega, du 12 mai au 3 juillet 1997, décidée par les autorités judiciaires du Cameroun était arbitraire et relevait des catégories I, II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail. Sa privation de liberté à partir du 4 juillet 1997 est arbitraire et relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

31. Le Groupe de travail recommande au Gouvernement camerounais de procéder à la libération immédiate de M. Atangana.

32. Il recommande en outre au Gouvernement d'enquêter sur les faits et de sanctionner les personnes responsables de la privation de liberté de M. Atangana.

33. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de verser à M. Atangana une indemnisation pour les préjudices causés par sa privation de liberté depuis le 12 mai 1997.

[Adopté le 13 novembre 2013]





and Mr. Atangana's right to be released pending the trial was flouted on the pretext of securing his appearance and ensuring that he served his sentence, as was his right to be tried promptly and to enjoy the presumption of innocence.

28. Moreover, he was punished under criminal law for personal debt, the principle of *ne bis in idem* was breached, i.e. he was tried twice for the same acts, and the trials spanned several years, all of which are in violation of articles 7, 8, 9, 10 and 11, paragraph 1, of the Universal Declaration of Human Rights and articles 10, 11, 14, paragraphs 1, 2, 3 (a) to (e), and 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights.

29. All the facts since 3 July 1997 amount to very serious violations of fair trial standards and, therefore, fall under category III of the categories applicable to the consideration of cases submitted to the Working Group.

Disposition

30. In the light of the foregoing, the Working Group renders the following opinion:

The deprivation of liberty of Michel Thierry Atangana Abega, from 12 May to 3 July 1997, as ordered by the judicial authorities of Cameroon, was arbitrary and fell under categories I, II and III of the categories applicable to the consideration of cases submitted to the Working Group. His deprivation of liberty since 4 July 1997 is arbitrary and falls under categories II and III of the categories applicable to the consideration of cases submitted to the Working Group.

31. The Working Group recommends that the Government of Cameroon should immediately release Mr. Atangana.

32. It further recommends that the Government should investigate the facts and punish those responsible for depriving Mr. Atangana of his liberty.

33. The Working Group requests the Government to award Mr. Atangana compensation for the harm caused by being deprived of his liberty since 12 May 1997.

[Adopted on 13 November 2013]





MR. MICHEL THIERRY ATANGANA ABEGA

Ex-prisonnier politique

www.association-atangana.webnode.fr

« ils soutiennent le combat »



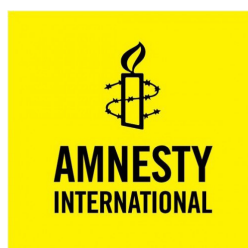
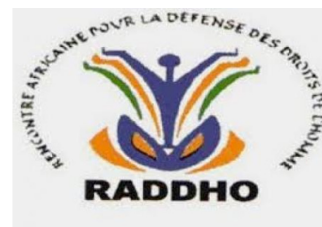
**Association Chœur
Marial de Mvolyé**



Nations Unies



**Mairie de Saint-Pol-de-Leon
(Finistère)**



Contact: Tel: 0033 6 31 47 57 16

Email: myriam.zaine@gmail.com